

Questions orales

L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor): Madame le Président, il est exact que la planification à long terme est un outil indispensable à la gestion des ressources publiques.

Des voix: Oh, oh!

M. Siddon: Madame le Président, j'en déduis que le président du Conseil du Trésor a répondu «oui» à ma question.

Une voix: Il a dit «non».

M. Siddon: Dans ce cas, étant donné les reponsabilités qui lui incombent dans le domaine du contrôle des dépenses, a-t-il l'intention de déposer tout de suite ces projections pour que les Canadiens puissent se faire une idée de l'ampleur des compressions de dépenses qu'il espère effectuer au cours des cinq prochaines années?

M. Johnston: Nous ferons ultérieurement des déclarations...

Des voix: Oh, oh!

M. Johnston: ... au sujet des projections et des intentions du gouvernement à cet égard.

Des voix: Bravo!

* * *

LES FINANCES**LES TAUX D'INTÉRÊT SUR LES PRÊTS AGRICOLES**

M. Vic Althouse (Humbolt-Lake Centre): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Les déclarations budgétaires d'hier soir ne comprenaient aucune mesure relativement à la question des taux d'intérêts sur le crédit à l'exploitation agricole, ce qui constitue, du moins partiellement, la raison de la manifestation qui se déroule à l'extérieur.

Qu'est-ce que le ministre se propose de faire concernant ces taux d'intérêt, compte tenu de la situation d'urgence à laquelle doivent faire face les producteurs agricoles dans tout le pays, mais plus particulièrement dans les régions productrices de pommes de terre des Maritimes alors que se rapproche la période des semailles?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je crois que les questions qui m'ont été posées aujourd'hui font ressortir le dilemme auquel est confronté un ministre des Finances par les temps qui courent. J'ai déjà été fustigé par des députés de l'Opposition officielle à cause de ce qu'ils qualifient de hausse des dépenses de l'État et voilà maintenant un député qui préconise un autre programme de dépense qui, s'il était appliqué aux agriculteurs, tout justifiés que puissent être leurs besoins actuels, conduirait à l'adoption de mesures semblables en faveur d'autres groupes victimes de la conjoncture économique.

Comme je l'ai précisé en ce qui concerne les propriétaires de maisons, mon intention est d'essayer de mettre au point des méthodes qui permettront de venir en aide aux groupes concernés et n'entraîneront qu'un montant minimal de dépenses, tout en tenant compte autant que possible des difficultés auxquelles ils sont actuellement confrontés.

Des voix: Bravo!

M. Althouse: Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Étant donné ce qu'il vient de dire, le ministre accepterait-il alors de décréter un moratoire applicable à toutes les dettes des agriculteurs jusqu'à ce qu'on modifie le mandat de la Société du crédit agricole afin de lui confier également l'application de la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et l'octroi de crédits d'exploitation à des taux déterminés par la Société elle-même?

M. MacEachen: Madame le Président, pour les raisons que j'ai déjà mentionnées, il est impossible pour le moment d'accepter la suggestion du député.

Une voix: Il suffirait d'adopter une loi.

* * *

LES DÉPENSES PUBLIQUES**L'ABOLITION DE PROGRAMMES COMME MESURE D'ÉCONOMIE**

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Madame le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Il s'est rendu dans ma circonscription, pendant la campagne électorale, et j'aurais été honoré de lui parler s'il en avait eu le temps.

Une voix: La question.

M. Crouse: Comme les hausses d'intérêt et l'augmentation du coût d'importation du pétrole ajouteront 2 milliards de dollars au montant des dépenses prévues dans le budget du 11 décembre pour 1980-1981, soit une augmentation totale de 13.5 p. 100...

Une voix: La question.

M. Crouse: Les députés réclament la question. Ce n'est pas ma faute s'ils ont chambardé l'économie. J'en arrive à la question, mais je leur demande de patienter un peu.

Des voix: Bravo!

M. Crouse: Le ministre veut-il bien nous dire quels ministères ou quels programmes il compte annuler pour respecter l'objectif avoué de son gouvernement de ne pas laisser les dépenses augmenter de plus de 10 p. 100?

[Français]

L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor): Madame le Président, je suis très flatté de l'attention dont on m'entoure aujourd'hui, mais, à mon avis, je pense qu'il serait prématuré de répondre à cette question aujourd'hui.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES**LES PLANS POUR RÉDUIRE LE DÉFICIT**

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Madame le Président, je voudrais poser une petite question supplémentaire. Je me demande si je dois l'adresser au président du Conseil du Trésor ou au ministre des Finances. Puisque le mini-budget qui a été présenté hier soir par le ministre des Finances ne renferme aucune prévision à longue échéance, je voudrais demander à celui-ci sur quel critère les hommes d'affaires de la région de l'Atlantique ou plutôt du Canada en général peuvent se baser pour s'assurer qu'il est sérieux lorsqu'il parle de réduire progressivement le déficit?